

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/ETA-est-une-consequence>

« ETA est une conséquence »

- Empire et Résistance - Union Européenne - Espagne -

Date de mise en ligne : lundi 22 mars 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le philosophe et chercheur espagnol à l'université du Pays Basque Guillermo Paniagua estime que derrière le conflit armé se cache un conflit politique où s'opposent un État saturé d'autoritarisme et un peuple qui exige le respect du droit à décider librement.

L'indépendantisme basque est devenu un problème insoluble pour l'État espagnol. Depuis 1951, le Mouvement de libération National Basque (MLNV) demande la création d'un état socialiste pour les sept provinces qui composent le territoire d'Euskal Herria. Son bras armé, l'ETA, est l'acteur politique le plus intransigeant du dit mouvement, caractérisé par le degré élevé de virulence de ses attentats. Dans cet entretien avec Página/12, Guillermo Paniagua, philosophe et chercheur de l'Université du Pays Basque, analyse la vision crue de l'affrontement.

Basé depuis cinq ans dans la communauté autonome, l'expert a décrit comment son passage par l'Euskal Herria l'a obligé à prendre conscience. « Quand je suis arrivé au Pays Basque je n'avais aucune notion de ce qui se passait, j'étais assez de mal informé comme l'est 90 % des gens. Nous sommes devant un conflit politique où s'opposent un État, structurellement saturé d'autoritarisme, et un peuple comme moteur principal du processus de libération qui exige le respect du droit de décider librement et démocratiquement de son avenir », a-t-il expliqué.

Quels sont les axes fondamentaux de la lutte du MLNV ?

Le Mouvement est avant tout un référent idéologique identitaire, un vaste mouvement populaire composé par de nombreuses organisations qui sont apparues ces dernières 30 années, obtenant une capacité de mobilisation sans précédent en Europe tant quantitativement - qui entraîne entre 15 et 20 % de l'électorat - que qualitativement. Il a un objectif stratégique : la construction d'un État socialiste basque. Il est important de ne pas tomber dans une thèse réductionniste du style tout le MLNV est ETA. Ce qu'ETA veut c'est que l'État français et l'espagnol reconnaissent le droit à l'autodétermination désiré par la majorité basque. L'activité armée d'ETA cesserait de fait dès qu'on lui reconnaîtrait ce droit.

Comment définiriez-vous la situation actuelle de l'indépendantisme basque ?

Dans le cadre de la situation mondiale post 11/09, l'État espagnol s'est trouvé conforté dans une nouvelle stratégie répressive. D'un côté, s'est renforcée la doctrine avancée par l'Audiencia Nacional de la persécution de la militance indépendantiste, soutenant la thèse de ce que « tout est ETA ». Toute démonstration de solidarité contre les représailles subies par les basques est mise au ban. L'autre pilier fondamental est la loi des partis qui met hors la loi tout parti politique qui a les mêmes objectifs que la gauche nationaliste basque (abertzale). S'ajoutent à cela, les fortes mesures répressives appliquées par l'état espagnol : plus de 760 détenus politiques, interdiction de manifestations, non libération des détenus politiques, presque 7000 plaintes pour tortures au cours des 25 dernières années et 350 personnes assassinées par des groupes paramilitaires de l'État. Malgré toute ceci, le MLNV a réussi à réunir aujourd'hui les conditions objectives pour que d'ici peu il y ait un changement de cycle politique. Une majorité sociale basque, presque 60 ou 70 pour cent, reconnaît que dans le droit à l'autodétermination réside la clé du conflit, quelque chose d'impensable il y a 30 ans.

Pourquoi les tentatives d'arriver à un processus de négociation ont échoué ?

Il faut se détacher une fois pour toutes de deux mythes fondateurs dans le discours dominant espagnol : l'existence d'une transition authentiquement démocratique en Espagne et celle d'un conflit simplement armé. C'est un conflit

politique où l'activité d'ETA est une conséquence, elle pas le cause pas. Le sujet basque n'est pas un problème avec tel ou tel autre gouvernement, c'est un problème avec l'État et par cela je veux dire avec tous les pouvoirs publics : Judiciaire, Exécutif et Législatif. La territorialité est en jeu, quelque chose de fondamental pour tout État souverain. En novembre 2004 la gauche abertzale (nationaliste basque) a proposé qu'une table de négociation traite les noeuds du conflit et aussi, les conséquences militaires de l'affrontement. Cette méthodologie a été utilisée en 2006 et 2007, mais il y a eu un manque de volonté. On a débattu, on a parlé des sujets de fond, mais la table a échoué. Un processus de libération est plus qu'une simple négociation. Il doit y avoir une série d'acteurs qui soient mobilisés, pas seulement ceux qui parlent. Il doit y avoir une dynamique de construction depuis la société civile. Tout cela a été bloqué en 2007. Et encore j'estime que beaucoup de choses ont été obtenues.

Quel rôle devrait jouer la communauté internationale ?

Comme dans tout processus de résolution de conflit, la communauté internationale doit être impliquée, avec de fermes initiatives en dénonçant en premier lieu la violation systématique des droits civils et politiques dans Euskal Herria et en deuxième lieu pour accompagner le processus démocratique comme ce qui s'est passé dans des pays comme l'Afrique du Sud et l'Irlande. De même le Comité antitorture de l'ONU et Amnistie Internationale ont présenté des rapports très durs au sujet des excès de l'état espagnol, demandant un changement dans la politique pénitentiaire, l'annulation de la loi des partis et la loi antiterroriste, entre autres. Le gouvernement, sachant tout cela, ne fait rien à ce sujet. C'est un état avec une vraie coloration néo-fasciste, pourri structurellement.

Où se situe l'opinion publique espagnole face à l'indépendantisme basque ?

Dans l'imaginaire social espagnol, on continue encore à parler du « Basque terroriste » comme pensée hégémonique. Cela est le résultat d'une batterie d'information, complètement manipulée, complètement déformée qui est exercée depuis les médias. *ABC*, *La Razon*, *El Mundo*, tous disent la même chose sur l'indépendantisme basque. Il n'y a pas de critères de pluralité et cela mène à une grande désinformation. Ici trois éléments se distinguent : la criminalisation de tout ce qui a à voir avec l'indépendantisme basque justifie la politique répressive espagnole, on dénature un conflit qui est avant tout politique, et on occulte le plus grand mouvement de masses qui existe aujourd'hui en Europe.

Quel avenir donnez-vous au MLNV ?

Le gouvernement par les déclarations, décisions et mesures qu'il pratique ne montre pas d'intérêt à résoudre l'affrontement. L'État ne va pas changer de par soi-même, la classe dominante ne va jamais renoncer à ses privilèges ni à sa condition comme telle. Tous les droits historiquement obtenus par les classes populaires depuis les droits sociaux, civils jusqu'aux droits politiques ont été le produit de la lutte. Il faut parier sur un mouvement de convergence qui réussit à unir les gens au sein de ce que le MLNV demande, en articulant avec cela un pôle indépendantiste. Je ne sais pas quand, je ne sais pas comment sera la chronologie de ce processus. Mais ce que oui, je sais, c'est que sans une pression populaire qui impose un bloc contre la répression et plaide pour une attitude plus active et moins défensive, la question basque continuera sans solution.

Traduit de l'espagnol pour *El Correo* par : Estelle et Carlos Debiasi.

[Página 12](#) . Buenos Aires, le 22 mars 2010.